

removed, please return

**REPUBLIC
OF
VANUATU**

GAZETTE



**REPUBLIQUE
DE
VANUATU**

JOURNAL OFFICIEL

1er AOÛT 1980

No. 4

1st AUGUST 1980

Règlement Conjoint No. 30 de 1980

Portant organisation du système judiciaire de la République de Vanuatu

Joint Regulation No. 30 of 1980

To provide for the Courts of the Republic

Règlement Conjoint No. 31 de 1980

Etablissant les dispositions transitoires relatives à la mise en application du Titre 12 de la Constitution.

Joint Regulation No. 31 of 1980

To make interim provision for the implementation of Chapter 12 of the Constitution.

CONDOMINIUM DES NOUVELLES-HEBRIDES

REGLEMENT CONJOINT

N° 30 de 1980

RENDANT EXECUTOIRE la Délibération N° 27 de 1980

de l'Assemblée Représentative en date du 25 Juillet 1980, portant organisation du système judiciaire de la République de Vanuatu.

LES COMMISSAIRES-RESIDENTS DE FRANCE ET DE SA MAJESTE BRITANNIQUE
AUX NOUVELLES HEBRIDES

- VU les Articles 2(2) du Protocole Franco-Britannique de 1914
- VU l'Article 28(3) de l'Annexe de l'Echange de Lettres effectuée à Londres le 15 Septembre 1977 entre le Gouvernement du Royaume Uni de Grande Bretagne et d'Irlande du Nord et le Gouvernement de la République Française ;

A R R E T E N T :

ARTICLE 1. - Est rendu exécutoire la Délibération de l'Assemblée Représentative N° 27 de 25 Juillet 1980 après annexé.


ARTICLE 2. - Le présent Règlement Conjoint sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera et entrera en vigueur pour compter du jour de l'Indépendance.

Port-Vila, le 31 Juillet 1980

Le Commissaire-Résident
de Sa Majesté Britannique
aux Nouvelles-Hébrides.


A.C. STUART

Le Délégué Extraordinaire
de la République Française
aux Nouvelles-Hébrides.


J.J. ROBERT

Pour Le Délégué Extraordinaire
de la République Française aux
Nouvelles-Hébrides

Le Chancelier

J. PERES

REGLEMENT DE 1980 PORTANT ORGANISATION DU SYSTEME JUDICIAIRE

SOMMAIRE

TITRE 1 - DES TRIBUNAUX D'ILES ET DE VILLAGES -

1. Compétence des tribunaux coutumiers.
2. Création des Tribunaux coutumiers et continuation des affaires en cours.
3. Tribunaux urbains.
4. Force de loi des règles coutumières et des décisions.
5. Composition et procédure des tribunaux coutumiers.
6. Comparution devant les tribunaux.
7. Pouvoirs de prononcer des peines.
8. Exécution des peines.
9. Dépôt de plaintes auprès d'un magistrat.
10. Enquête du magistrat et pouvoir de décision.
11. Appels en matière de litiges fonciers.
12. Minutes.
13. Dédouanement des Chofs ou des notables.
14. Litiges ne relevant pas de la compétence des Tribunaux coutumiers.
15. Ordonnances présidentielles.

TITRE 2 - DES TRIBUNAUX DE PREMIERE INSTANCE -

16. Création des Tribunaux de première instance.
17. Compétence territoriales des Tribunaux de première instance.
18. Outrage aux Tribunaux.
19. Compétence des Tribunaux de première instance.
20. Nomination des magistrats.
21. Compétence territoriale des magistrats.
22. Récusation d'un magistrat.
23. Greffiers.
24. Autres fonctionnaires des Tribunaux de première instance.
25. Compétence concurrente de la Cour suprême.
26. Soumission de points de droits à la Cour suprême.
27. Composition des Tribunaux de première instance.

TITRE 3 - DE LA COUR SUPREME -

28. Administration de la Cour suprême.
29. Composition de la Cour suprême.
30. Compétence des juges et de la Cour suprême sur le territoire de la République.
31. Appels des jugements rendus par les Tribunaux de première instance.
32. Nomination de juges de la Cour suprême à la Cour d'appel.
33. Compétence de la Cour suprême en matière de révision des affaires pénales.
34. Pouvoir disciplinaire exercé sur le corps judiciaire.
35. Juges intérimaires.
36. Exercice de ses fonctions par un juge après la fin de son mandat.
37. Fonctionnaires du Tribunal.
38. Outrage à la Cour.

TITRE 4 - DE LA COUR D'APPEL -

39. Fonctionnaires.
40. Juges n'ayant pas qualité pour siéger dans certains cas.
41. Appels des décisions de la Cour suprême.

TITRE 5 - DES DISPOSITIONS COMPLEMENTAIRES -

42. Sceaux.
43. Immunités des membres du corps judiciaire et des fonctionnaires.
44. Pouvoirs inhérents des Tribunaux.
45. Règlements de procédure.

ASSEMBLEE REPRESENTATIVE
DES
NOUVELLES-HEBRIDES

DELIBERATION N° 27 DE 1980

Portant organisation du système judiciaire de la République de Vanuatu.

L'ASSEMBLEE REPRESENTATIVE DES NOUVELLES-HEBRIDES

VU l'Article 23 de l'Annexe à l'Echange de Lettres du 15 septembre 1977.

EN sa séance du1980.

A A D O P T E :

TITRE I - DES TRIBUNAUX D'ILES ET DE VILLAGES

- ARTICLE 1er. 1) Sous réserve de toute instruction donnée par arrêté du Ministre sur recommandation de la commission judiciaire, les Tribunaux d'iles et de villages de la République de Vanuatu ont compétence en matière de droit coutumier ainsi qu'en toute autre matière civile et pénale qui pourrait leur être conférée dans leur ressort.
- 2) En cas de conflit entre le droit coutumier et tout autre système de droit, les dispositions de ce dernier prévalent.
- 3) La commission judiciaire désigne la commission composée du Président de la Cour suprême, de l'Attorney General et d'un auxiliaire de justice nommé par le Ministre responsable de la justice.
- ARTICLE 2. Les dispositions du présent Titre sont applicables aux Tribunaux coutumiers régulièrement institués. Toutes les actions en justice en cours devant lesdits tribunaux avant l'entrée en vigueur du présent Règlement sont jugées comme si elles avaient été introduites conformément aux dispositions des présentes.
- ARTICLE 3. Les dispositions du présent Titre sont également applicables aux Tribunaux coutumiers institués dans toute zone urbaine; ceux-ci prennent le nom de Tribunaux urbains.
- ARTICLE 4. Les règles coutumières et les décisions des Tribunaux coutumiers ont force de loi dans la République.
- ARTICLE 5. 1) Sous réserve des dispositions de l'Article 15, la constitution et les règles de procédures des Tribunaux coutumiers doivent être compatibles avec la coutume.
- 2) Aucun homme de loi ne peut être autorisé à prendre part aux affaires dont les Tribunaux coutumiers sont saisis.
- 3) Aucun représentant ne peut prendre part aux affaires dont les Tribunaux coutumiers sont saisis, sauf lorsque le système de droit coutumier appliqué le prévoit.

ARTICLE 6.

Les Tribunaux coutumiers sont habilités à demander à un officier de police de faire comparaître devant eux toute personne dont la présence est nécessaire à une bonne administration de la justice ; ledit officier de police doit satisfaire à cette demande dès que possible.

ARTICLE 7.

- 1) Lors du rendu de leur décision, les Tribunaux coutumiers sont habilités à ordonner à toute personne ayant comparu devant eux :
 - a) de verser des dommages-intérêts à toute autre personne ;
 - b) de restituer tout bien à toute personne ;
 - c) de payer une amende qui sera versée à un fonds constitué à des fins communautaires ; ou
 - d) d'effectuer un travail d'intérêt public.
- 2) Si une personne ne se conforme pas à la décision prise conformément aux dispositions du paragraphe 1, le tribunal a toute discrétion pour fixer une peine raisonnable d'emprisonnement, ne dépassant pas le maximum prévu que ladite personne devra subir pour cette inexécution, et doit informer l'intéressé de sa décision.

ARTICLE 8.

Tout Tribunal coutumier doit informer un magistrat de l'inexécution de toute décision prise conformément au paragraphe 1 de l'Article 7. Celui-ci s'assure qu'aucune excuse valable ne pouvait la justifier et délivre alors à un officier de police un mandat pour exécution de la peine d'emprisonnement infligée par le tribunal.

ARTICLE 9.

Sous réserve des dispositions de l'Article 11, toute partie intéressée ne s'estimant pas satisfaite de la procédure suivie ou de la décision prise par un Tribunal coutumier peut, dans un délai raisonnable, porter plainte auprès d'un magistrat.

ARTICLE 10.

Un magistrat peut, qu'une plainte ait été déposée ou non, mener une enquête officieuse sur la procédure suivie par un Tribunal coutumier. Il peut présenter au Tribunal toute recommandation ou, si le cas est suffisamment grave, donner toute injonction permettant de rendre une décision équitable.

ARTICLE 11.

- 1) Toute personne s'estimant lésée par la décision d'un Tribunal constitué conformément aux dispositions de l'alinéa c) de l'Article 15 pour connaître d'un litige en matière de propriété foncière, peut interjeter appel devant une Cour d'appel en matière foncière. Le président de la République, agissant sur avis du Ministre responsable des affaires foncières, crée cette Cour soit pour entendre toute catégorie d'appels, soit pour entendre un appel en particulier.
- 2) Une Cour d'appel constituée conformément aux dispositions du paragraphe 1 statue, dans toute la mesure du possible, selon les principes d'équité et en conformité avec la coutume.
- 3) La Cour d'appel en matière foncière statue en dernier ressort.

ARTICLE 12.

Le Chef ou le notable chargé d'assurer la présidence d'un Tribunal coutumier fait tenir pour chaque affaire les minutes conformément aux formes prescrites.

.../...

ARTICLE 13.

Le Chef ou le notable chargé d'assurer la présidence d'un Tribunal coutumier ne peut percevoir de quiconque une rémunération en espèces au titre de ses services judiciaires, mais peut être dédommagé conformément à la coutume.

ARTICLE 14.

Aucun Tribunal coutumier n'a compétence pour connaître d'un litige mettant en cause plusieurs systèmes de droit coutumier.

ARTICLE 15.

Sur avis de la commission judiciaire, le président de la République peut, par ordonnance compatible avec les dispositions du présent Titre :

- a) instituer des Tribunaux coutumiers et des Tribunaux urbains ;
- b) prendre des mesures relatives à la constitution de Tribunaux urbains et à leurs compétences territoriales ;
- c) constituer des tribunaux spéciaux régis par les dispositions du présent Titre, soit pour connaître d'affaires sur un plan général, soit pour connaître d'affaires spécifiques lorsque plusieurs systèmes de droit coutumier sont mis en cause.
- d) prescrire toute autre question devant être prévue en vertu des dispositions du présent Titre ;
- e) établir des règles de procédure ou d'administration afin de mettre en application les dispositions du présent Titre ou de toute ordonnance prise conformément aux présentes.

TITRE II - DES TRIBUNAUX DE PREMIERE INSTANCE -

ARTICLE 16.

- 1) Il est par les présentes institué dans toute la République des Tribunaux de première instance subordonnés à la Cour suprême et présidés par des personnes nommées en qualité de magistrat conformément aux dispositions du présent Titre ; ces tribunaux ont et exercent la compétence conférée par le présent Règlement ou par toute autre disposition légale ou réglementaire.
- 2) Le nombre et la compétence territoriale des Tribunaux de première instance sont prescrits par arrêté du Ministre.
- 3) Les attributions, juridictions, fonctions, et pouvoirs discrétionnaires conférés à un Tribunal de première instance en vertu du présent Règlement ou de toute autre disposition légale ou réglementaire peuvent être détenus et exercés par tout magistrat.
- 4) Les Tribunaux de première instance jugent les affaires pénales sans instruction préliminaire.

ARTICLE 17.

- 1) Sous réserve des dispositions du présent Titre ou de toute autre disposition légale ou réglementaire, les Tribunaux de première instance exercent leur compétence dans les limites des districts dans lesquels ils sont institués.
- 2) La compétence des Tribunaux de première instance s'étend aux eaux territoriales de leur district ainsi qu'aux eaux situées à l'intérieur ou sur les limites de ces districts.
- 3) Lorsqu'une affaire est déférée à un Tribunal de première instance en raison de tout fait ou des conséquences qui en sont résultées, l'affaire peut être jugée devant le tribunal dans le ressort duquel le fait a été accompli ou celui dans le ressort duquel les conséquences se sont produites.

.../...

- 4) Lorsqu'un Tribunal de première instance est saisi d'une affaire en vertu des dispositions du présent Article, les autres Tribunaux de première instance en sont dessaisis.

ARTICLE 18.

Les Tribunaux de première instance sont habilités à infliger, en procédure sommaire, pour outrage au Tribunal, une peine d'emprisonnement n'excédant pas six mois ou une amende n'excédant pas 15.000 FNE.

ARTICLE 19.

- 1) Sous réserve des dispositions du présent Titre et de toute autre disposition légale ou réglementaire, les Tribunaux de première instance ont compétence pour juger en procédure sommaire :
- a) toute affaire de nature pénale pour laquelle le maximum de la peine prévue par la loi n'excède pas un emprisonnement de deux ans ; ou
 - b) toute affaire de nature civile pour laquelle un texte législatif ou réglementaire leur confère expressément compétence.

2) Nonobstant les dispositions du paragraphe 1, le Ministère public ou, en l'absence de Ministère public, le Tribunal de première instance, puisqu'il est présidé par un Magistrat à compétence étendue, peut connaître en procédure sommaire de toute infraction à la loi pénale passible d'une peine n'excédant un emprisonnement de 5 ans. Toutefois, les Tribunaux de première instance ne sont pas habilités à infliger, en cas de conviction, une peine n'excédant pas celle prévue à l'alinéa (a) du paragraphe 1.

3) Nonobstant les dispositions du paragraphe 1 ou de toute autre disposition légale ou réglementaire, la Cour suprême peut, pour une certaine catégorie d'affaires ou pour une affaire en particulier et par ordonnance revêtu de son sceau, conférer à un Tribunal de première instance la connaissance d'une affaire qui serait autrement hors de sa compétence.

4) Lorsque dans toute affaire de nature pénale des peines cumulables sont infligées pour deux ou plusieurs infractions découlant des mêmes faits, le Tribunal de première instance n'a pas à renvoyer le délinquant devant la Cour suprême au seul motif que le total des peines encourues pour ces infractions multiples excède le maximum des peines qu'il est habilité à prononcer pour une infraction unique. Toutefois le total des peines cumulées ne peut excéder le double de la peine la plus forte qu'un Tribunal de première instance est habilité à prononcer au titre d'une infraction unique.

ARTICLE 20.

1) Toute personne ayant une formation ou une expérience suffisante peut être nommé en qualité de magistrat à compétence étendue pour siéger à un Tribunal de première instance et pour exercer la pleine compétence de ce tribunal. La personne ainsi nommée et exerce tous les pouvoirs et compétences conférés aux Tribunaux de première instance par le présent titre ou par toute autre disposition légale ou réglementaire.

2) Toute personne présentant des garanties suffisantes peut être nommée en qualité de magistrat pour siéger à un Tribunal de première instance avec compétence en matière pénale pour toute infraction pour laquelle le maximum de la peine prévue par la loi n'excède pas un emprisonnement de trois mois et avec compétence en matière civile pour les affaires ou catégorie d'affaires prescrites par arrêté du Ministre. La personne ainsi nommée a et exerce le pouvoir et la compétence conférés aux Tribunaux de première instance par le présent titre ou par toute autre disposition légale ou réglementaire, dans les limites de la compétence définie ci-dessus.

.../...

- 3) Un magistrat désigné en vertu des dispositions du paragraphe 2 peut être nommé à titre honoraire ; il a droit aux indemnités de présence, de déplacement, de séjour et autres fixées par arrêté du Ministre.
- 4) A moins que le contexte ne l'exige autrement, le mot "magistrat" comprend, partout où il est utilisé, un "magistrat à compétence étendue".

ARTICLE 21.

Sous réserve des termes de sa nomination, tout magistrat peut exercer sa compétence dans toute la République, mais peut être affecté par le Président de la Cour suprême à un ou plusieurs districts donnés et peut être transféré de l'un à l'autre. Un magistrat à compétence étendue a, de plein droit, compétence dans tous les districts.

ARTICLE 22.

- 1) Si un magistrat a un intérêt personnel ou un parti pris dans toute affaire, il doit se récuser et renvoyer le procès devant un magistrat à compétence étendue.
- 2) Lorsqu'une requête tendant à la récusation d'un magistrat est présentée pour les motifs visés au paragraphe 1) et est rejetée par ledit magistrat, le prévenu a un droit d'appel immédiat contre ce refus ; si le prévenu use de ce droit, le procès est ajourné jusqu'à la décision sur l'appel.

ARTICLE 23.

- 1) La commission de la magistrature peut nommer un greffier attaché à chaque Tribunal de première instance. Ce greffier est, sous réserve du contrôle général exercé par tout magistrat à compétence étendue, soumis à l'autorité directe du magistrat en exercice au Tribunal de première instance auquel ledit greffier est attaché. Toutefois si aucun greffier n'est nommé ou si la personne nommée à ce poste est absente ou inapte, le magistrat peut désigner toute personne pour exercer les fonctions de greffier ou peut les exercer lui-même.
- 2) Les fonctions des greffiers sont définies par les règlements de procédure.

ARTICLE 25.

Aucune compétence conférée à un magistrat ne peut en aucun cas restreindre ou affecter la compétence d'un juge de la Cour suprême qui a, dans toutes les affaires de nature pénale ou civile, compétence directe et concurrente avec celle du magistrat à compétence étendue.

ARTICLE 26.

- 1) Un magistrat à toute discrétion pour soumettre à la Cour suprême tout point de droit soulevé dans toute affaire de nature pénale ou civile. Le magistrat sursoit à statuer dans l'affaire en cours devant lui jusqu'à réception de l'avis de la Cour suprême qui est habilitée à statuer avec ou sans débat.
- 2) Nonobstant les dispositions du paragraphe 29, la Cour suprême est constituée, pour les cas prévus au paragraphe 1, par un juge siégeant seul.

ARTICLE 27.

Les Tribunaux de première instance sont présidés par un juge siégeant seul.

TITRE 3 - DE LA COUR SUPREME -

ARTICLE 28.

Le Ministre peut, par arrêté, créer autant de districts et de greffes qu'il estime nécessaires à l'administration de la Cour suprême.

ARTICLE 29.

- 1) Sous réserve des dispositions des paragraphes 2 et 3 et sauf disposition contraire de tout texte légal, toute affaire déférée à la Cour suprême est entendue et jugée par un juge de ladite Cour siégeant avec deux assesseurs ayant voix consultative ; ce juge consigne les avis des assesseurs dans chaque affaire, mais c'est à lui qu'il appartient exclusivement de rendre la décision.

- 2) Si, pour toute action civile dont il est saisi, un juge estime que la présence des assesseurs ne s'avère pas nécessaire, il peut les dispenser de siéger avec lui.
- 3) Dans l'exercice des pouvoirs conférés aux Articles 6, 16 (4), 37 (3), 51 et 52 de la Constitution, la Cour suprême est composée d'un Président et deux autres juges de la Cour siégeant collégalement et sans assesseurs.

ARTICLE 30.

- 1) Nonobstant les limites du ressort de chaque district de la Cour suprême, la compétence de chaque juge de cette Cour s'étend à la totalité du territoire de la République.
- 2) Sous réserve de tout règlement de procédure, les affaires déferées à la Cour suprême peuvent être jugées en tout lieu du territoire de la République et tout jugement a force de chose jugée sur l'ensemble du territoire et peut y être exécuté.

ARTICLE 31.

- 1) La Cour suprême a compétence pour entendre et juger, conformément aux dispositions de tout Règlement ou texte légal, tout appel des jugements rendus par les Tribunaux de première instance sur tout point de droit ou de fait ; elle exerce à cet effet les pouvoirs et l'autorité conférés par les lois en vigueur dans la République et, sous réserve des dispositions desdites lois, détient, pour les débats et le jugement de tout appel relevant de sa compétence et pour tout incident connexe, les mêmes pouvoirs attributions et compétence que le tribunal dont le jugement est frappé d'appel.
- 2) Au cours des appels visés au paragraphe 1), la procédure et le dispositif, soit en droit soit en fait, du Tribunal de première instance sont susceptibles d'être révisés par la Cour suprême qui peut y substituer son propre jugement ou avis. Toutefois, la Cour suprême ne peut remettre en cause l'exercice d'un pouvoir discrétionnaire conféré à un Tribunal de première instance par un texte légal, sauf si ce pouvoir a été exercé de façon manifestement erronée.
- 3) La Cour suprême a toute discrétion pour juger une affaire en appel sur la base des notes d'audience sans pour autant procéder à de nouveaux débats.

ARTICLE 32.

Tout juge de la Cour suprême a qualité pour exercer les fonctions de juge à la Cour d'appel conformément aux dispositions du présent Règlement, mais ne peut prétendre à aucune rémunération supplémentaire.

ARTICLE 33.

- 1) Sous réserve des dispositions du présent Article, la Cour suprême peut, à tout moment, à la requête du Procureur général, de toute personne intéressée, ou de sa propre initiative, procéder à la révision de toute conviction prononcée par un Tribunal de première instance, qu'il y ait eu ou non appel du jugement rendu.
- 2) Si, au cours de la révision, la Cour suprême estime, en raison d'éléments nouveaux ou pour tout autre motif, qu'une erreur judiciaire a été ou peut avoir été commise, elle peut :
 - a) annuler la condamnation, auquel cas la personne condamnée est immédiatement remise en liberté si elle était incarcérée ou est remboursée si elle s'était acquittée d'une amende ; toutes les peines accessoires et autres mesures sont également annulées ;
 - b) annuler la condamnation et ordonner un nouveau procès devant la juridiction qui a déjà connu de l'affaire ;
 - c) prendre toute autre décision requise pour une bonne administration de la justice et donner toute instruction en conséquence.

.../...

ARTICLE 34. Le Président de la Cour suprême dispose d'un pouvoir général de discipline sur les membres du corps judiciaire et sur les autres fonctionnaires de la Cour suprême et des Tribunaux de première instance ; toutefois, il n'est pas habilité à les suspendre de l'exercice de leurs fonctions.

- ARTICLE 35. 1) Si un poste de juge à la Cour suprême est déclaré vacant ou si une personne occupant les fonctions de juge est, pour une raison quelconque, dans l'incapacité d'exercer ses fonctions, le président de la République peut, après avoir consulté la commission de la magistrature, nommer en qualité de juge intérimaire toute personne remplissant les conditions requises.
- 2) Toute personne nommée comme juge intérimaire conformément aux dispositions du paragraphe 1 exerce ses fonctions jusqu'à la fin de la période pour laquelle elle a été nommée, sauf si elle les résilie ou en est démise en vertu du paragraphe 3 de l'Article 45 de la Constitution. Si ladite personne n'a pas été nommée pour une période déterminée, elle continue à exercer ses fonctions jusqu'à ce que sa nomination soit rapportée par l'autorité qui l'a désignée.

ARTICLE 36. Un juge dont le mandat a pris fin autrement que par révocation, peut siéger en sa qualité de juge pour rendre un jugement ou une décision sur toute affaire commencée devant lui alors qu'il était en fonction.

ARTICLE 37. 1) La commission de la magistrature nomme les greffiers et autres fonctionnaires à la Cour suprême conformément à la Loi ; ceux-ci exercent les fonctions prescrites par la Loi et les règlements de procédures, ainsi que celles pouvant leur être assignées par un juge. Toutefois, un juge peut, sous réserve de toute directive émanant du Ministre, désigner temporairement une personne pour exercer dans une affaire les fonctions de greffier ou d'un autre fonctionnaire de la Cour suprême ; ladite personne est tenue d'exercer les fonctions qui lui sont imparties.

- 2) Toute nomination faite conformément au paragraphe 1 peut, à tout moment, être révoquée par la commission de la magistrature.

ARTICLE 38. La Cour suprême a compétence pour infliger en procédure sommaire, pour outrage à la Cour, soit une peine d'enfermement n'excédant pas un an soit une amende.

TITRE 4 - DE LA COUR D'APPEL -

ARTICLE 39. 1) Il est créé un poste de greffier et autant d'autres postes de fonctionnaire qu'il sera nécessaire à l'administration de la Cour d'appel. Tout fonctionnaire de la Cour suprême peut être appelé à exercer des fonctions similaires à la Cour d'appel.

- 2) Il est créé un greffe de la Cour d'appel qui sera situé à Port-Vila.

ARTICLE 40. 1) Sous réserve des dispositions du paragraphe 2 ci-dessous, le Président de la Cour suprême est chargé de définir la composition de la Cour d'appel lorsqu'elle celle-ci est saisie d'un appel.

- 2) Aucun juge de la Cour suprême ayant rendu une décision frappée d'appel ne peut siéger en tant que membre de la Cour d'appel statuant sur cette décision.

ARTICLE 41. 1) Sous réserve de toute autre disposition légale ou réglementaire, et conformément à la procédure prescrite, appel des décisions rendues par la Cour suprême dans l'exercice de sa juridiction directe, peut être, à tout moment, interjeté, sur tout point de droit ou de fait, devant la Cour d'appel ; sous réserve de toute autre disposition légale et réglementaire, la Cour d'appel détient, pour les débats et le jugement de tout appel relevant de sa compétence, les mêmes pouvoirs, attributions et compétence que la Cour suprême.

.../...

- 2) Au cours des appels visés au paragraphe 1), la procédure et le dispositif, soit en droit soit en fait, de la Cour suprême sont susceptibles d'être révisés par la Cour d'appel qui peut y substituer son propre jugement ou avis. Toutefois, la Cour d'appel ne peut remettre en cause l'exercice d'un pouvoir discrétionnaire conféré à la Cour suprême par un texte légal, sauf si ce pouvoir a été exercé de façon manifestement erronée.
- 3) La Cour d'appel a toute discrétion pour juger une affaire en appel sur la base des notes d'audience sans pour autant procéder à de nouveaux débats.
- 4) Toute décision rendue par la Cour d'appel dans l'exercice de la compétence d'appel que lui confère le présent Article, a force de chose jugée, et est appliquée au même titre qu'une décision rendue par la Cour suprême.

TITRE 5 - DISPOSITIONS COMPLEMENTAIRES -

ARTICLE 42.

Le Tribunal de première instance, la Cour suprême et la Cour d'appel dispose chacun d'un sceau officiel approuvé par le Ministre.

ARTICLE 43.

Aucun juge, magistrat ou autre personne exerçant des fonctions judiciaires dans le cadre de l'administration de la justice, ne peut être poursuivi pour un acte accompli ou ordonné dans l'exercice de ses fonctions et entrant ou non dans les limites de sa compétence, s'il a cru de bonne foi avoir qualité pour accomplir ou ordonner ledit acte. Aucun fonctionnaire d'un tribunal ou d'une cour, ni aucune autre personne désignée pour exécuter les mandats ou les décisions de tout juge, magistrat ou autre personne agissant à ce titre, ne peut être poursuivi pour avoir exécuté tout mandat ou décision qu'il serait tenu d'exécuter s'il exerçait les fonctions de la personne l'ayant délivré.

ARTICLE 44.

- 1) Sous réserve des dispositions de la Constitution, de tout texte légal et des limites de leur compétence, les tribunaux et cours détiennent les pouvoirs inhérents à l'exercice de leurs fonctions.
- 2) Afin de faciliter la mise en application de tout texte légal ou de toute règle coutumière, toute disposition peut être interprétée ou, si besoin est, modifiée et adaptée ; les tribunaux et cours disposent des pouvoirs inhérents et accessoires qui sont nécessaires à une bonne application des textes légaux et de la coutume.

ARTICLE 45.

La commission judiciaire peut établir des règles de procédure régissant le fonctionnement et la procédure des Tribunaux d'files et de villages, des Tribunaux de première instance, de la Cour suprême et de la Cour d'appel, fixant les droits à régler autitre de tout procès et, d'une façon générale, établissant des règles permettant le bon fonctionnement des juridictions pénales et civiles, y compris la procédure d'appel devant la Cour suprême et la Cour d'appel. Toutefois, les règles de procédure fixant ou modifiant le montant ou le recouvrement des droits ne sont exécutoires qu'après approbation du Ministre.

NEW HEBRIDES CONDOMINIUM

JOINT REGULATION

No. 30 of 19 80

TO PUT INTO EFFECT the Resolution of the Representative Assembly No. 27 of 1980, passed the 25th day of July 1980 to provide for the courts of the Republic.

MADE by the Resident Commissioners under the provisions of Article 2(2) of the Anglo-French Protocol of 1914 and Article 28(3) of the Schedule to the Exchange of Notes made at London the 15th day of September 1977 between the Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland and the Government of the French Republic.

Scheduled Resolution put into effect.

1. The Resolution of the Representative Assembly No. 27 of 19 80, set forth in the Schedule is hereby put into effect.

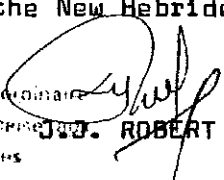
Short title and commencement.


2. This Joint Regulation may be cited as the Courts Regulation 1980 and shall have effect from the day of Independence

ENACTED at Vila this 31 day of July 19 80 .

Delegate Extraordinary for the French Republic in the New Hebrides,

Her Britannic Majesty's Resident Commissioner,

Le Délégué Extraordinaire
de la République Française
Nouvelles-Hébrides

J. ROBERT


A.C. STUART

Le Chef de

J. ROBERT

COURTS REGULATION 1980

ARRANGEMENT OF SECTIONS

PART 1 - THE VILLAGE AND ISLAND COURTS

1. Jurisdiction of customary courts.
2. Customary courts to be prescribed and pending proceedings to continue.
3. Town courts.
4. Rules and findings to have force of law.
5. Constitution and procedure of Customary Courts.
6. Enforcement of attendance.
7. Powers of court to make orders against person before it.
8. Disobedience to be reported to magistrate.
9. Complaint to magistrate about proceedings.
10. Investigation by and powers of magistrate.
11. Appeals in land disputes.
12. Record.
13. Compensation of chief or leader.
14. No jurisdiction in certain cases.
15. Power of President to make Orders.

PART 2 - THE MAGISTRATES' COURTS

16. Establishment of Magistrates' Courts.
17. Territorial jurisdiction of Magistrates' Courts.
18. Contempt of Magistrates' Courts.
19. Jurisdiction of Magistrates' Courts.
20. Appointment of magistrates.
21. Territorial jurisdiction of magistrates.
22. Disqualification of magistrates.
23. Clerks of court.
24. Other officers of Magistrates' Courts.
25. Concurrent jurisdiction of Supreme Court.
26. Reservation on questions of law.
27. Constitution of Magistrates' Courts.

PART 3 - THE SUPREME COURT

28. Administration of Supreme Court.
29. Constitution of Supreme Court.
30. Jurisdiction of Judges and Supreme Court throughout the Republic
31. Appeals from Magistrates' Courts.
32. Appointment of Supreme Court judges to Court of Appeal.
33. Revisional jurisdiction of Supreme Court in criminal cases.
34. Discipline of judiciary.
35. Acting judges.
36. Judge may sit after appointment terminated.
37. Officers of court.
38. Contempt of court.

PART 4 - THE COURT OF APPEAL

39. Officers.
40. Disqualification of judges in certain cases.
41. Appellate jurisdiction.

PART 5 - SUPPLEMENTARY PROVISIONS

42. Seals.
43. Protection of judicial and other officers.
44. Inherent powers of courts.
45. Rules of Court.

RESOLUTION NO 27 OF 1980

To provide for the Courts of the Republic

The Representative Assembly at its sitting on the 25 July 1980 resolves and decides in accordance with Article 23 of the Schedule to the Exchange of Notes of the 15 September 1977 to adopt the following measures :-

PART 1 - THE VILLAGE AND ISLANDS COURTS

JURISDICTION
OF CUSTOMARY
COURTS

1. (1) Subject to any directions of the Minister given by order on the recommendation of the Judicial Committee, the village and island courts of the Republic shall have jurisdiction to apply customary law and such other civil or criminal law as may be prescribed in the district within which such customary law applies

(2) In the case of conflict between the customary law and such other law the provisions of such other law shall prevail.

(3) The judicial Commission means a Committee consisting of the Chief Justice as Chairman, the Attorney General and a legal practitioner, by the Minister responsible for Justice.

CUSTOMARY COURTS TO BE
PRESCRIBED
AND PENDING
PROCEEDINGS
TO CONTINUE
OWN COURTS

2. This part shall apply to the prescribed customary courts. Any proceedings of any such courts pending at the commencement of this Regulation shall ~~be~~ be continued as if they had been commenced under this Regulation.

3. The provisions of this Part shall apply equally to customary courts established within any urban area and these shall be known as Town Courts.

RULES AND
FINDINGS TO
HAVE FORCE
OF LAW

4. The rules of custom and the findings of the customary courts shall have the force of law in the Republic

CONSTITUTION
AND PROCEDURE
OF CUSTOMARY
COURTS

5. (1) Subject to section 15, the Constitution and procedure of the customary courts shall be in accordance with custom.

(2) No lawyer shall be permitted to take part in any proceedings in a customary court

(3) No agent shall take part in any proceedings of a customary court except as allowed by the customary law administered by that court.

ENFORCEMENT
OF ATTENDANCE

6. (Every customary court shall have power to request a police officer to enforce the attendance before it of any person whose presence is necessary to determine the proceedings and the police officer shall comply with any such request as soon as possible

../2

Powers of court to make orders against person before it.

7. (1) Every customary court shall have power after hearing any proceedings to order any person before it -
- (a) to pay compensation to another person;
 - (b) to make restitution to another person;
 - (c) to pay a fine to be retained in a fund for community purposes; or
 - (d) to perform community work.

- (2) If a person does not obey an order made against him in accordance with subsection (1) the court shall in its discretion decide the length of a reasonable term of imprisonment not exceeding the prescribed maximum which that person shall suffer for his disobedience and he shall be informed of this consequence.

Disobedience to be reported to magistrate.

8. A customary court shall inform a Magistrate of any disobedience of an order made under section 7 (1) who shall satisfy himself that there is no reasonable excuse for the default. He shall then issue a written warrant to a police officer who shall execute the sentence of imprisonment imposed by the court.

Complaint to magistrate about proceedings.

9. Subject to section 11, any interested person who is dissatisfied with any proceedings or decision of a customary court may within a reasonable time after them make a complaint to a Magistrate.

Investigation by and powers of magistrate.

10. Whether or not any person has made a complaint about them, a Magistrate may make an informal investigation of any proceedings of a customary court as he thinks fit. He may make such recommendations, or if the case is sufficiently serious may give binding directions, to the court as he may think necessary to secure a just determination of the proceedings.

Appeals in land disputes.

11. (1) A person dissatisfied with the decision of a court established in accordance with section 15 (c) regarding a dispute concerning ownership of land may appeal to a Land Appeals Tribunal established generally to hear such disputes, or established for that particular appeal by the President acting on the advice of the Minister responsible for land matters. APPEAL
- (2) A tribunal established in accordance with subsection (1) shall decide such appeal as far as is practicable in accordance with custom and the dictates of justice.
- (3) The decision of a Land Appeals Tribunal shall be final and shall not be questioned in any court.

Record.

12. The chief or leader responsible for the conduct of a customary court shall cause to be kept a written record of each case in accordance with the prescribed form.

- Compensation of chief or leader. 13. The chief or leader responsible for the conduct of a customary court shall not receive any money payments from any person for his judicial services but may be compensated in any other manner in accordance with custom.
- No jurisdiction in certain cases 14. No customary court shall have jurisdiction over any dispute to which more than one system of customary law applies.
- Power of President to make orders. 15. The President acting on the advice of the Judicial Committee may by Order not inconsistent with this Part -
- (a) prescribe customary courts and Town Courts;
 - (b) provide for the constitution of Town Courts and the physical limits of their jurisdiction;
 - (c) establish special courts either to hear cases generally or to hear specific cases where more than one system of custom applies and to which otherwise the provisions of this Part shall apply;
 - (d) prescribe any other matter required to be prescribed by this Part;
 - (e) make rules of a procedural or administrative nature to implement the operation of this Part or any other order made hereunder.

PART 2 - THE MAGISTRATES' COURTS

- Establishment of Magistrates' Courts. 16. (1) There are hereby constituted throughout the Republic Magistrates' Courts, subordinate to the Supreme Court and to be presided over by persons appointed under the provisions of this Part to be magistrates and such courts may exercise such jurisdiction as is provided by this Regulation or by any other law.
- (2) There shall be such number of Magistrates' Courts in the Republic and every such Magistrate's Court shall have such territorial jurisdiction as the Minister shall by Order prescribe.
- (3) Any power, authority, function or discretion vested in a Magistrate's Court by this Regulation or by any other law shall be possessed and may be exercised by any magistrate having jurisdiction.
- (4) Every Magistrate's Court shall try criminal causes without a preliminary judicial enquiry.
- Territorial jurisdiction of Magistrates' Courts. 17. (1) Subject to the provisions of this Part or of any other law, every Magistrate's Court shall exercise jurisdiction within the limits of the district within which it is constituted.
- (2) The jurisdiction of each Magistrate's Court shall extend over any territorial waters adjacent to the district in which it is constituted as well as over inland waters whether within or adjacent to such district.

.../4

- (3) When any proceedings are commenced before a Magistrate's Court by reason of anything which has been done or of any consequence which has ensued, such proceedings may be tried by a Magistrate's Court within the limits of whose jurisdiction such thing has been done or such consequence has ensued.
- (4) Whenever a Magistrate's Court assumes jurisdiction over any proceedings pursuant to this section, the jurisdiction of every other Magistrate's Court over such proceedings shall be thereby extinguished.

Contempt of Magistrates' Courts.

18.

Every Magistrate's Court shall have power to punish summarily for contempt of court by imprisonment for a term not exceeding six months or a fine not exceeding 15,000FNH.

Jurisdiction of Magistrates' Courts.

19.

- (1) Subject to the provisions of this Part and of any other law every Magistrate's Court shall have jurisdiction to try summarily -
 - (a) any criminal proceedings for an offence for which the maximum punishment prescribed by law does not exceed imprisonment for a term of two years; or
 - (b) any civil proceedings in respect of which jurisdiction is by any written law expressly conferred upon a Magistrate's Court.
- (2) Notwithstanding the provisions of subsection (1), a Magistrate's Court may when presided over by a Senior Magistrate and at the discretion of the prosecutor, or if there is no prosecutor at the discretion of the Court, try summarily any criminal proceedings for an offence for which the maximum punishment prescribed by law does not exceed imprisonment for a term exceeding five years but shall not be empowered in the case of a conviction to impose any punishment in excess of the punishment prescribed in subsection (1) (a).
- (3) Notwithstanding the provisions of subsection (1) or of any other law, the Supreme Court, may, in respect of a particular class of proceedings or a particular case, by order under its seal invest a Magistrate's Court with jurisdiction to try any proceedings which would otherwise be beyond its jurisdiction.
- (4) Where in any criminal proceedings consecutive sentences are imposed by a Magistrate's Court in respect of two or more distinct offences arising out of the same facts, it shall not be necessary for such Magistrate's Court to send the offender for trial before the Supreme Court by reason only that the aggregate punishment for the several offences in respect of which such sentences are imposed is in excess of the punishment which it is competent to impose on conviction for a single offence;
Provided that the aggregate punishment imposed in the form of consecutive sentences shall not exceed twice the amount of the punishment which such Magistrate's Court is competent

to impose in respect of one offence in the exercise of its jurisdiction.

Appointment of magistrates.

20. (1) Any person with suitable training or experience may be appointed to be a Senior Magistrate to hold a Magistrate's Court and to exercise all of the jurisdiction of a Magistrate's Court and such person when so appointed shall have and may exercise all the powers and jurisdiction conferred upon Magistrates' Courts by this Part or by any other law.

(2) Any fit and proper person may be appointed to be a Magistrate to hold a Magistrate's Court and to exercise jurisdiction in criminal causes and matters over any offence for which the maximum punishment prescribed by law for such offence does not exceed imprisonment for a term of three months and in civil proceedings in such cases or classes of case as the Minister shall by Order prescribe and such persons when so appointed shall have and may exercise the powers and jurisdiction conferred upon Magistrates' Courts by this Part or by any other law to the extent authorised by the limits of jurisdiction aforesaid.

(3) A Magistrate appointed under subsection (2) may be appointed in an honorary capacity; he shall be entitled to such attendance, travelling, subsistence and other allowance as shall be prescribed by the Minister by Order.

(4) Except where the context otherwise requires the word "magistrate" wherever used shall include a "Senior Magistrate".

Territorial jurisdiction of magistrates.

21. Subject to the terms of his warrant, every Magistrate may exercise jurisdiction throughout the Republic but may be assigned by the Chief Justice to any particular district or districts and may be transferred from one district to another. A Senior Magistrate may, without special notification or appointment, exercise jurisdiction in any district or districts.

Disqualification of magistrates.

22. (1) If a Magistrate has any personal interest or bias in any proceedings, he shall disqualify himself from hearing the same and shall direct that the proceedings be heard by a Senior Magistrate in his place.

(2) If a Magistrate shall refuse an application that he disqualify himself made under subsection (1), the accused shall have an immediate right of appeal against such refusal and if the accused wishes so to appeal, the proceedings shall be adjourned until the appeal has been heard and determined.

Clerks of Court.

23. (1) The Judicial Service Commission may appoint a Clerk of Court to be attached to each Magistrate's Court. Such Clerk of Court shall, subject to the general supervision and control of any Senior Magistrate, be under the immediate direction and control of the Magistrate for the time being exercising

.../6

the jurisdiction of the Magistrate's Court to which he is attached;

Provided that if no such Clerk of Court is appointed or in the event of the absence or incapacity of the Clerk the Magistrate may appoint any person to perform the duties of the Clerk of the Court or may himself perform such duties.

- (2) The duties of every Clerk of Court shall be prescribed by Rules of Court.

Other officers of Magistrates' Courts. 24.

The Judicial Service Commission shall appoint such persons as may be necessary to be administrative officers of the Magistrates' Courts, who shall perform such functions and duties and shall have such powers and immunities as shall be prescribed by this Regulation or by Rules of Court.

Concurrent jurisdiction of Supreme Court. 25.

No jurisdiction conferred upon any magistrate shall in any way restrict or affect the jurisdiction of any judge of the Supreme Court, who shall have in all criminal and civil proceedings an original jurisdiction concurrent with the jurisdiction of a Senior Magistrate.

Reservation of questions of law. 26.

- (1) A magistrate may at his discretion reserve for the consideration of the Supreme Court on a case to be stated by him any question of law which may arise on the trial of any criminal or civil proceedings. The magistrate shall not deliver his judgment on the proceedings before him until he has received the opinion of the Supreme Court and the Supreme Court shall have power to determine every such question with or without hearing agreement.
- (2) Notwithstanding the provisions of section 29 the Supreme Court shall be constituted for the purposes of subsection (1) by a single judge sitting alone.

Constitution of Magistrates' Courts. 27.

Every Magistrate's Court shall be presided over by a magistrate sitting alone.

PART 3 - THE SUPREME COURT

Administration of Supreme Court. 28.

There shall be such districts and registries for the administration of the Supreme Court as the Minister shall by Order prescribe.

Constitution of Supreme Court. 29.

- (1) Subject to subsections (2) and (3) and save as otherwise provided by any other law every proceeding in the Supreme Court shall be heard and disposed of before a judge of the Supreme Court sitting with two assessors who shall have an advisory function; the judge shall in every case record the opinions of the assessors but the decision shall be vested exclusively in the judge.

- (2) If a judge in any civil proceedings is of the opinion that the case before him is of such a nature that it is unsuitable that assessors should sit with him he may dispense with them.
- (3) In the exercise of its jurisdiction under Articles 6, 16:4, 37:3, 51 and 52 of the Constitution, the Supreme Court shall be constituted by the Chief Justice and two other judges of the Court sitting together without assessors.

Jurisdiction of
Judges and Supreme
Court throughout
Republic.

30. (1) Notwithstanding the limits of any district of the Supreme Court, the jurisdiction of every judge of the Supreme Court shall extend throughout the whole of the Republic.
- (2) Subject to any Rules of Court, any process of the Supreme Court shall run, and any judgment shall have full force and effect and may be executed and enforced, in any part of the Republic.

Appeals from
Magistrates'
Courts.

31. (1) The Supreme Court shall have jurisdiction to hear and determine such appeals from the judgments of any Magistrates Court on any question of law or fact or question of mixed law and fact as provided by this Regulation or any other law and for that purpose to exercise such powers and authorities as may be prescribed by or under any law for the time being in force in the Republic; and subject to the provisions of any such law for all purposes of and incident to the hearing and determination of any appeal within its jurisdiction, the Supreme Court shall have the powers, authority and jurisdiction vested in the Court from which the appeal is brought.
- (2) On every such appeal the procedure and the findings, whether of fact or law, of the court appealed from shall be subject to review by the appellate court which shall be entitled to substitute its own judgement or opinion hereon save that the appellate court shall not interfere with the exercise by the court appealed from of a discretion conferred by any written law unless the same was manifestly wrong.
- (3) The Supreme Court may in its discretion deal with the appeal on the notes of evidence recorded in the case without hearing any such evidence again.

Appointment of
Supreme Court
Judges to
Court of
Appeal.

32. Every judge of the Supreme Court shall be eligible to act as a judge of the Court of Appeal in accordance with and subject to the provisions of this Regulation but shall not be entitled to any additional remuneration for so acting.

.../8

Revisional jurisdiction of Supreme Court in criminal cases.

33.

- (1) Subject to this section, the Supreme Court shall have power at any time upon the petition of the Public Prosecutor or any interested person, or of its own motion, to review the conviction of any person by a Magistrate's Court, whether or not there has been an appeal against such conviction.
- (2) If upon reviewing the proceedings, the Supreme Court is of opinion, by reason of new evidence or otherwise, that a miscarriage of justice has, or may have, occurred, the Court may -

07002

- (a) set aside the conviction, in which case the person convicted, if imprisoned, shall be forthwith set at liberty, or, if fined, shall be refunded the amount of the fine paid and all accessory penalties and other orders shall be annulled;
- (b) set aside the conviction and order a new trial before the court which heard and determined the proceedings in question;
- (c) make such other order as justice may require and give all necessary and consequential directions.

Discipline of judiciary.

34.

The Chief Justice shall have a general power of discipline over the judicial officer and other officers of the Supreme Court and the Magistrates' Courts, but this shall not include the power to suspend any such judicial officer or officer from the exercise of his functions.

Acting judges.

35.

- (1) If the office of a judge of the Supreme Court is vacant or if a person holding the office of a judge is for any reason unable to perform the functions of his office, a person qualified for appointment as a judge of the Supreme Court may be appointed to act as a judge by the President after consultation with the Judicial Service Commission.
- (2) Any person appointed under the provisions of subsection (1) to act as a judge shall, unless he earlier resigns his acting office or is removed therefrom under Article 45 (3) of the Constitution, continue so to act until the end of the period for which he was appointed or, if he was not appointed for a specified period, until his appointment is revoked by the authority which appointed him.

Judge may sit after appointment terminated.

36.

A judge whose appointment has terminated otherwise than by reason of his removal from office may sit as a judge for the purpose of giving judgment or otherwise in relation to any proceedings commenced before him while his appointment was subsisting.

Officers of courts.

- 37. (1) There shall be such registrars and other officers of the Supreme Court as the Judicial Service Commission, subject to any law in force, may appoint, and every such registrar or other officer shall discharge such duties as may be prescribed by law or by Rules of Court or as a judge of the Court may direct:

Provided that a judge may, subject to any directions given by the Minister, appoint a person temporarily to discharge, in relation to any cause or matter, the duties of a registrar or other officer of the Court, and such person shall discharge such duties accordingly.

- (2) Any appointment made under the provisions of subsection (1) may, at any time, be revoked by the Judicial Service Commission.

Contempt of Court.

- 38. The Supreme Court shall have power to punish summarily for contempt of court, by imprisonment for a term not exceeding one year, or, at the discretion of the Court, a fine.

PART 4 - THE COURT OF APPEAL

Officers.

- 39. (1) There shall be a registrar and such other officers as shall be necessary to administer the Court of Appeal:

Provided that any officer of the Supreme Court may be appointed to fulfil similar duties in the Court of Appeal.

- (2) There shall be one registry of the Court of Appeal which shall be situated in Vila.

Disqualification of judges in certain cases.

- 40. (1) Subject to subsection (2) the Chief Justice shall be responsible for arranging the composition of the Court of Appeal for the hearing of proceedings before that court.
- (2) No judge of the Supreme Court whose judgment is under consideration in any proceeding before the Court of Appeal shall be qualified to sit as a member of the Court of Appeal in that proceeding.

Appellate jurisdiction.

- 41. (1) Subject to any other law, an appeal shall lie in accordance with the prescribed procedure from a judgment of the Supreme Court in the exercise of its original jurisdiction, in any proceedings, to the Court of Appeal on any question of law or fact or mixed law and fact, and, subject to the provisions of any such law for purposes of and incidental to the determination of any appeal withi and jurisdiction under this section. Appeal shall have the power, at jurisdiction vested in the Sur

- (2) On every such appeal the procedure and the findings, whether of fact or law, of the court appealed from shall be subject to review by the appellate court which shall be entitled to substitute its own judgment or opinion thereon save that the appellate court shall not interfere with the exercise by the court appealed from of a discretion conferred by any written law unless the same was manifestly wrong.
- (3) The Court of Appeal may in its discretion deal with the appeal on the notes of evidence recorded in the case without hearing any such evidence again.
- (4) In the exercise of the appellate jurisdiction of the Court of Appeal under this section, any judgment of the Court shall have full force and effect and may be executed and enforced in like manner as if it were an original judgment of the Supreme Court.

PART 5 - SUPPLEMENTARY PROVISIONS

Seals.

42.

The Magistrates' Court, the Supreme Court and the Court of Appeal each shall have and shall use as occasion requires an official seal of the Court approved by the Minister.

Protection of
judicial and
other officers.

43.

No judge or magistrate or other person acting judicially in relation to the administration of justice shall be liable to be sued in any court for any act done or ordered to be done by him in the discharge of his judicial duty whether or not within the limits of his jurisdiction provided that he, at the time, in good faith, believed himself to have jurisdiction to do or order the act complained of; and no officer of any court or other person appointed to execute the lawful warrants or orders of any judge, magistrate or other person acting judicially, shall be liable to be sued in any court for the execution of any warrant or order which he would be bound to execute if within the jurisdiction of the person issuing the same.

Inherent
powers of
courts.

44.

- (1) Subject to the Constitution, any written law and the limits of its jurisdiction a court shall have such inherent powers as shall be necessary for it to carry out its functions
- (2) For the purpose of facilitating the application of any written law or custom any provision may be construed or used with such alterations and adaptations as may be necessary and every court shall have inherent and incidental powers as may be reasonably required in order properly to apply such written law or custom,

Rules of Court.

45.

The Judicial Committee may make Rules of Court regulating the practice and procedure of the village and island courts, the Magistrates' Court, the Supreme Court, and the Court of Appeal, prescribing the fees to be paid in respect of any proceedings and generally for making provision for the proper and effectual exercise of the criminal and civil jurisdiction of such Courts, including the procedure for the making and hearing of appeals to the Supreme Court and to the Court of Appeal:

Provided that Rules prescribing or affecting the amount of any fees or the recovery thereof shall not come into operation unless approved, either before or after being made, by the Minister.

CONDOMINIUM DES NOUVELLES-HEBRIDES

REGLEMENT CONJOINT

N° 31 de 1981

RENDANT EXECUTOIRE la Délibération N° 29 de 1980 de
l'Assemblée Représentative en date du 25 Juillet 1980,
établissant les dispositions transitoires relatives à la mise
en application du titre 12 de la Constitution.
LES COMMISSAIRES-RESIDENTS DE FRANCE ET DE SA MAJESTE BRITANNIQUE
AUX NOUVELLES HEBRIDES

- ~~VU les Articles 2(2) du Protocole Franco-Britannique de 1914~~
- VU l'Article 28(3) de l'Annexe de l'Echange de Lettres
effectués à Londres le 15 Septembre 1977 entre le
Gouvernement du Royaume Uni de Grande Bretagne et d'Irlande
du Nord et le Gouvernement de la République Française ;

A R R E T E M E N T :

ARTICLE 1. - Est rendu exécutoire la Délibération
de l'Assemblée Représentative N° 29 de
25 Juillet 1980 ci-après annexée.


ARTICLE 2. - Le présent Règlement Conjoint sera enregistré,
publié et communiqué partout où besoin sera et
entrera en vigueur pour compter du jour
de l'Indépendance.

Port-Vila, le 31 Juillet 1980.

Le Commissaire-Résident
de Sa Majesté Britannique
aux Nouvelles-Hébrides.


A.C. STUART

Le Délégué Extraordinaire
de la République Française
aux Nouvelles-Hébrides.


J.J. ROBERT

Le Chancelier

J. PERES

REGLEMENT RELATIF A LA REFORME FONCIERE

1980

SOMMAIRE

TITRE 1er - DEFINITION -

Article 1er - Définition.

TITRE 2 - DES SERVITUDES -

Article 2 - Servitudes.

TITRE 3 - DES TERRES ALIENNES -

Article 3 - Droit de l'aliénateur de rester sur les terres.

Article 4 - Saisine de la Cour suprême en cas de doute sur l'identité de l'aliénateur.

Article 5 - Saisine des Tribunaux coutumiers en cas de litige sur l'identité des propriétaires coutumiers.

TITRE 4 - DES NEGOCIATIONS ET ACCORDS RELATIFS AUX TERRES COUTUMIERS -

Article 6 - Certificat de "négociateur agréé".

Article 7 - Accords nuls et non avenus.

TITRE 5 - DE LA GESTION DES TERRES -

Article 8 - Responsabilité du Ministre dans la gestion et le contrôle de certaines terres.

TITRE 6 - DU DOMAINE PUBLIC -

Article 9 - Terres de l'Etat.

Article 10 - Utilisation des terres domaniales par les propriétaires coutumiers.

Article 11 - Avis d'utilisation de terres domaniales.

Article 12 - Terres déclarées terres domaniales.

Article 13 - Droit de l'aliénateur de rester sur des terres domaniales.

TITRE 7 - DU BUREAU DE L'ENREGISTREMENT ET DES HYPOTHEQUES -

Article 14 - Bureau de l'enregistrement et des hypothèques.

Article 15 - Directeur du Bureau.

Article 16 - Registre provisoire des terres coutumières et levés de terrains.

TITRE 8 - DES BAUX IMMATRICULES -

Article 17 - Validité des baux enregistrés.

TITRE 9 - DES DROITS D'ACCES -

Article 18 - Droit d'accès des préposés officiels et des agents évaluateurs.

TITRE 10 - DES OFFICES FONCIERS -

Article 19 - Création d'offices fonciers par le Ministre.

TITRE 11 - DES VOIES PUBLIQUES -

Article 20 - Voies publiques.

TITRE 12 - DU RECOURS A LA FORCE ET DES DOMMAGES CAUSES -

Article 21 - Illégalité du recours à la force.

Article 22 - Illégalité des dommages causés aux améliorations.

TITRE 13 - DES ARRETES, INFRACTIONS ET ABROGATIONS -

Article 23 - Arrêtés d'application.

Article 24 - Infractions.

Article 25 - Protection et transfert des hypothèques.

Article 26 - Protection des droits des preneurs et locataires.

Article 27 - Abrogations.

ANNEXES -

Titre 1er - Des fonctions.

Titre 2 - Des pouvoirs.

DES
NOUVELLES-HEBRIDES

DELIBERATION N° DE 1980

Etablissant les dispositions transitoires relatives
à la mise en application du Titre 12 de la
Constitution.

L'ASSEMBLEE REPRESENTATIVE DES NOUVELLES-HEBRIDES

VU l'Article 23 de l'Annexe à l'échange de lettres
du 15 septembre 1977,

En sa séance du1980

A A D O P T E :

TITRE 1er - DEFINITION -

ARTICLE 1er.-

Dans le présent Règlement, sauf lorsque le contexte
l'exige autrement :

"aliénateur" désigne la ou les personnes physiques ou
morales qui immédiatement avant le jour de l'Indépendance,
qu'elles aient ou non immatriculé leurs droits au
Bureau de la Conservation de la Propriété foncière
créé par le Protocole Franco-Britannique de 1914 :

- a) détenaient un droit de propriété perpétuel sur des
terres, soit individuellement, soit conjointement avec
une ou plusieurs personnes ; ou
- b) détenaient par héritage un droit partiel sur une terre
soit par testament, soit en vertu de toute autre
opération juridique en l'absence d'un transfert
officiel de ladite terre ; ou
- c) jouissaient d'un usufruit à vie sur des terres ; ou
- d) détenaient un droit total ou partiel de réversion
sur une terre ; ou
- e) détenaient tout autre intérêt réel sur une terre ; ou

Etant entendu que ;

- 1) i) lorsqu'il existe plus d'un aliénateur pour une
terre, ces personnes sont comprises dans
l'expression "aliénateur" aux fins d'interprétation
du présent Règlement ;
- ii) un aliénateur peut agir en son propre nom et au
nom d'autres aliénateurs par accord mutuel,
chaque fois que les circonstances l'exigent pour
l'application des dispositions du présent
Règlement ;

.../...

iii) le Ministre peut nommer un aliénateur afin de représenter son co-aliénateur ou les autres aliénateurs chaque fois que les circonstances l'exigent pour l'application du présent Règlement ;

2) Pour qu'une personne puisse être considérée comme aliénateur de terres, il faut également :

i) que les terres soient physiquement occupées par un aliénateur ou un occupant à titre précaire, un preneur à bail ou un locataire de cet aliénateur ; ou

ii) que les terres ainsi que les améliorations apportées à ces dernières aient été, de l'avis du Ministre, maintenues en bon état de toutes réparations jusqu'au jour de l'Indépendance ; ou

iii) que le paiement des redevances et des impôts fonciers ne soit pas en retard de plus de 6 mois au jour de l'Indépendance.

3) Une personne est considérée comme aliénateur si le Ministre est fondé à croire qu'elle n'a pas été en mesure de remplir les conditions fixées au paragraphe 2 en raison d'un acte ou d'une omission volontaires d'une ou de plusieurs autres personnes ;

4) Une personne est considérée comme aliénateur si, conformément à l'alinéa (a) du paragraphe 2 de l'Article 8, il a reçu du Ministre l'autorisation de remplacer un aliénateur.

"groupe coutumier" désigne la ou les personnes qui revendiquent la propriété coutumière d'une terre en litige ;

"Ministre" désigne le ministre en exercice responsable des questions faisant l'objet du présent Règlement ou tout autre ministre agissant en son nom ;

"propriétaire coutumier" désigne la ou les personnes que le Ministre tient, en l'absence de tout litige, pour les propriétaires coutumiers desdites terres" ;

"servitudes" comprend le bail, l'hypothèque, l'autorisation d'utiliser des terres en contrepartie d'un paiement, le droit de passage ainsi que tout droit coutumier ou foncier autre que le droit de propriété ;

"terre de l'Etat" désigne toute terre située à Vanuatu qui, au 1 janvier 1980, était la propriété perpétuelle du Gouvernement britannique, du Gouvernement français, du Condominium ou d'une municipalité.

.../...

"terres" comprend toute amélioration apportée à ces dernières ainsi que les terres immergées, y compris celles allant jusqu'au tombant externe du récif côtier, mais pas au delà.

"terres en litige" désigne les terres dont le droit de propriété est revendiqué par plus d'un groupe coutumier ;

TITRE 2 - DES SERVITUDES

ARTICLE 2. - Sous réserve des dispositions de l'Article 25, toute terre est grevée des servitudes prévues avant ou après l'entrée en vigueur du présent Règlement.

TITRE 3 - DES TERRES ALIENÉES

ARTICLE 3. - Tout aliénateur a le droit de rester sur les terres qu'il occupe au jour de l'Indépendance jusqu'à ce qu'il conclue avec les propriétaires coutumiers, un bail portant sur tout ou partie desdites terres, ou jusqu'à ce qu'il perçoive une indemnité au titre des améliorations apportées.

ARTICLE 4. -

- 1) En cas de doute portant sur l'identité de l'aliénateur d'une terre ou sur la part des améliorations revenant à chaque aliénateur, la question est déférée à la Cour suprême par l'aliénateur, les propriétaires coutumiers ou le Ministre.
- 2) La Cour suprême statue en premier et dernier ressort sur la question dont elle est saisie en vertu des dispositions du paragraphe 1.
- 3) Le Président de la Cour suprême peut fixer des règles de procédures aux fins d'application du présent Article.

ARTICLE 5. -

- 1) En cas de doute portant sur l'identité des propriétaires coutumiers de terres occupées par un aliénateur, l'un des groupes coutumiers qui revendique ces terres peut saisir un tribunal établi conformément au paragraphe (c) de l'Article 15 du Règlement de 1980 portant organisation du système judiciaire.
- 2) Lorsque les droits de propriété coutumière n'ont pas été revendiqués ou lorsque les groupes coutumiers n'ont pas saisi un tribunal conformément au paragraphe 1) ci-dessus, le Ministre est autorisé à le faire.
- 3) Appel du jugement rendu par le tribunal saisi d'une affaire en vertu du paragraphe 1) ci-dessus, peut être interjeté devant une Cour d'appel en matière foncière, instituée conformément au paragraphe 3 de l'Article 11 du Règlement de 1980 portant organisation du système judiciaire.

.../...

TITRE 4 - DES NEGOCIATIONS ET ACCORDS RELATIFS AUX
TERRES COUTUMIERES -

- ARTICLE 6. - 1) Aucune aliénateur ou autre personne ne peut négocier avec les propriétaires coutumiers à propos d'une terre, sans avoir reçu du Ministre un certificat attestant de sa qualité de "négociateur agréé".
- 2) Un certificat délivré conformément au paragraphe 1 ci-dessus doit :
- a) indiquer les noms du demandeur et des propriétaires coutumiers ;
 - b) décrire brièvement les terres pour lesquelles les négociations sont autorisées ; et
 - c) faire état de l'objet des négociations.
- 3) Lorsque des négociations ne se sont pas déroulées conformément aux dispositions du paragraphe 1, le Ministre peut refuser d'approuver l'accord intervenu entre les propriétaires coutumiers et le "négociateur non-agréé", et si ce dernier est un aliénateur, le Ministre peut déclarer cette terre "non liquidée".

- ARTICLE 7. - Tout accord foncier conclu entre des citoyens non-indigènes et des propriétaires coutumiers est considérée comme nul et non avenue, à moins :
- a) qu'il ait été approuvé par le Ministre ; et
 - b) qu'il ait été enregistré au Bureau de l'enregistrement et des hypothèques créé aux termes de l'Article 17 du présent Règlement.

TITRE 5 - DE LA GESTION DES TERRES -

- ARTICLE 8. - 1) Le Ministre est responsable de la gestion et du contrôle des terres
- a) occupées par un aliénateur, pour lesquelles un accord n'a pas été conclu aux termes des Articles 3 et 9, et dont les droits de propriété sont contestés ; ou
 - b) non occupées par un aliénateur, mais dont les droits de propriété sont contestés.
- 2) Lorsque le Ministre gère et contrôle des terres conformément aux dispositions du paragraphe 1, il est habilité à :
- a) accepter le remplacement d'un aliénateur par un autre ;
 - b) mener des transactions sur lesdites terres et notamment octroyer des baux dans l'intérêt des propriétaires coutumiers ou en leur nom ;
 - c) prendre toute mesure nécessaire pour préserver et protéger les terres au nom des propriétaires coutumiers.

.../...

TITRE 6 - DU DOMAINE PUBLIC

- ARTICLE 9. - 1) Au jour de l'Indépendance, toutes les terres de l'Etat deviennent propriété de la République, sont déclarées terres domaniales et sont détenues par l'Etat dans l'intérêt de la République. Les dispositions de l'Article 11 s'appliquent à celles des terres qui ne sont pas comprises dans un arrêté prévu au paragraphe 2 du présent Article, comme si, en vertu du paragraphe 1 de l'Article 11, le Ministre avait averti les propriétaires coutumiers au moins six mois avant le jour de l'Indépendance.
- 2) Sur avis du Conseil des Ministres, le Ministre peut, par arrêté d'application, ordonner que toute terre mentionnée audit arrêté cesse de faire partie du domaine public.
- 3) Conformément à l'Article 79 de la Constitution, le Ministre peut, sur avis du Conseil des Ministres et par arrêté d'application, conférer la propriété de toute terre domaniale aux citoyens ou aux communautés indigènes mentionnées audit arrêté en contrepartie d'une somme et selon des conditions prévues au même texte.
- 4) Lorsque qu'un arrêté d'application est pris en vertu du paragraphe 3, il prévoit le paiement d'une indemnité versée par l'Etat aux propriétaires coutumiers et en indique le montant.

ARTICLE 10. - Les propriétaires coutumiers peuvent utiliser toutes les terres domaniales n'ayant pas été mises en valeur jusqu'à ce que l'Etat demande à les utiliser pour les mettre en valeur ou pour servir toute autre cause d'utilité publique. Toutefois le consentement du Ministre est requis pour :

- a) la construction de tout bâtiment ;
- b) la plantation de toute culture vivace ; ou
- c) toute autre amélioration à caractère permanent.

- ARTICLE 11. - 1) Le Ministre avertit les propriétaires coutumiers au moins six mois à l'avance de l'intention de l'Etat d'utiliser des terres domaniales à des fins de mise en valeur ou d'utilité publique.
- 2) L'Etat convient avec les propriétaires coutumiers des indemnités qui leur seront accordées en compensation de la perte d'utilisation des terres et de toute amélioration apportée à celles-ci. En fonction de l'utilisation future de ces terres, l'indemnité sera réglée sous forme :

.../...

- a) d'une somme forfaitaire à verser par paiements échelonnés sur une période n'excédant pas trente ans ;
- b) de transfert d'autres terres domaniales aux propriétaires coutumiers ;
- c) de services fournis soit à titre gratuit, soit à des taux préférentiels par l'Etat, les services publics ou les municipalités ;
- d) d'actions dans une société d'Etat ou d'économie mixte constituée aux fins de mise en valeur des terres ;
- e) d'une part mutuellement convenue des revenus nets perçus par l'Etat sur lesdites terres.

- 3) En plus des indemnités prévues au paragraphe 2), l'Etat peut octroyer aux propriétaires coutumiers un droit de représentation minoritaire au sein d'offices chargés de la gestion des terres.
- 4) Au cas où l'Etat et les propriétaires coutumiers ne parviennent pas à convenir de l'indemnité prévue au paragraphe 2), les parties peuvent saisir la Cour d'appel en matière foncière qui statue en premier et dernier ressort.
- 5) A tout moment, l'Etat se réserve le droit de racheter aux propriétaires coutumiers la part visée à l'alinéa (e) du paragraphe 2.

ARTICLE 12. -

Sur avis du Conseil des Ministres et après avoir consulté les propriétaires coutumiers, le Ministre peut, à tout moment, déclarer une terre "terre domaniale".

ARTICLE 13. -

- 1) Tout aliénateur occupant des terres domaniales a le droit de continuer à occuper lesdites terres pendant la période comprise entre le jour où elles sont déclarées terres domaniales et le jour où :
 - a) il conclut avec l'Etat un bail portant sur tout ou partie desdites terres ; ou
 - b) il perçoit une indemnité au titre des améliorations apportées.

TITRE 7 - DU BUREAU DE L'ENREGISTREMENT ET DES HYPOTHEQUES -

ARTICLE 14. -

- 1) Il est créé un bureau d'enregistrement des terres, des transactions et titres fonciers appelé Bureau de l'enregistrement et des hypothèques.

.../...

- 2) Ce Bureau détient un registre des terres aliénées, enregistre les changements d'aliénateurs et de propriétaires coutumiers et conserve tout registre et dossier que le Ministre peut prescrire.
- 3) Le Ministre établit la présentation des registres tenus au Bureau de l'enregistrement et des hypothèques.
- 4) Tous les baux, transferts de baux et autres transactions relatives aux baux sont enregistrés à ce Bureau.
- 5) Les registres tenus jusqu'au jour de l'Indépendance conformément au Protocole Franco-Britannique de 1914 et au Règlement conjoint n°3 de 1930 portant organisation de la Conservation de la propriété foncière servent de base à l'établissement du Registre des terres aliénées ; les immatriculations inscrites à la Conservation de la propriété foncière sont réputées être les premières à figurer audit Registre.
- 6) Le Directeur du Bureau de l'enregistrement et des hypothèques est habilité à modifier toute erreur commise de bonne foi dans les registres se trouvant audit Bureau et y apporte tout autre changement prescrit par la Cour suprême.

ARTICLE 15. -

- 1) Le Directeur du Bureau de l'enregistrement et des hypothèques a statut de fonctionnaire et est responsable devant le Ministre du bon fonctionnement dudit Bureau.
- 2) Le Directeur est chargé de tenir les registres visés à l'Article 17 ainsi que d'immatriculer tous les baux et autres transactions dont l'enregistrement est prescrit par tout arrêté pris par le Ministre en application de l'Article 26.

ARTICLE 16. -

- 1) Le Bureau de l'enregistrement et des hypothèques tient un registre provisoire des terres coutumières dans lequel le Directeur inscrit, sur demande des groupes coutumiers, tout renseignement permettant de déterminer provisoirement leurs droits de propriété sur les terres décrites audit registre.
- 2) Le Directeur n'immatricule pas les terres en litige au registre provisoire des terres coutumières, mais peut les enregistrer, en y joignant toute information relative aux requérants et à leurs revendications, dans un registre des terres en litige.

.../...

- 3) Le Ministre peut, en consultation avec les chefs coutumiers et s'il le juge utile, ordonner l'expertise et le levé de certains terrains.

TITRE 8 - DES BAUX IMMATRICULES -

ARTICLE 17. -

- 1) Lorsqu'un bail est immatriculé sur un des registres du Bureau de l'enregistrement et des hypothèques, cette immatriculation constitue la preuve de la validité du bail et de tout renseignement y afférent.
- 2) Lorsqu'un tribunal réfute la qualité de preneur à bail d'une personne immatriculée en tant que tel et que l'immatriculation n'est pas le fait d'une erreur ou d'une fraude de ladite personne, celle-ci est en droit de percevoir une indemnité versée par l'Etat en compensation de toute perte résultant du jugement rendu.

TITRE 9 - DES DROITS D'ACCES -

ARTICLE 18. -

Toute personne munie d'une autorisation écrite du Ministre est habilitée à pénétrer sur les terres occupées par un aliénateur afin d'exercer les fonctions dont le Ministre est investi en vertu des dispositions de l'Article 10.

TITRE 10 - DES OFFICES FONCIERS -

ARTICLE 19.

- 1) Le Ministre peut, par arrêté d'application, créer des offices en vue d'une meilleure exécution des dispositions du présent Règlement.
- 2) Tout office créé en vertu du paragraphe 1) ne peut être investi que des fonctions et pouvoirs définis, conformément à l'Annexe, dans l'arrêté d'application portant création dudit office ou dans tout arrêté amendant ce dernier.
- 3) Sous réserve des dispositions du paragraphe 4, le Ministre peut déléguer tout pouvoir ou fonction que lui confère le présent Règlement à un office créé au titre du présent Article.
- 4) Le pouvoir de consentir à des transactions entre des propriétaires coutumiers et d'autres personnes n'appartient qu'au Ministre et n'est pas transférable.

.../...

TITRE 11 - DES VOIES PUBLIQUES -

- ARTICLE 20. - 1) Les voies publiques existantes ou en construction au jour de l'Indépendance sont, à compter de ce jour, la propriété de l'Etat qui les détient au nom du peuple.
- 2) Seul le Ministre peut fermer une voie publique ou exiger un droit de passage des personnes utilisant une telle voie.

TITRE 12 - DU RECOURS A LA FORCE ET DES DOMMAGES CAUSES-

- ARTICLE 21. - 1) Aucun propriétaire coutumier ni aucun membre d'un groupe coutumier, qu'il revendique ou non la propriété d'une terre, ne peut recourir à la force pour pénétrer sur cette terre ou en expulser tout occupant.
- 2) Aucun aliénateur occupant une terre ne peut faire usage de la force contre un propriétaire coutumier pénétrant pacifiquement sur cette terre.
- 3) Tout individu enfreignant les dispositions du présent Article se rend coupable d'une infraction passible, après établissement de sa culpabilité, d'une peine d'emprisonnement de dix ans ou d'une amende de 200.000 FNH, ou des deux peines à la fois.

- ARTICLE 22. - 1) Nul ne peut, qu'il soit aliénateur ou propriétaire coutumier et qu'il s'estime ou non être l'auteur d'une amélioration, endommager ou détruire volontairement ladite amélioration sans le consentement écrit du Ministre.
- 2) Tout individu enfreignant les dispositions du paragraphe 1 se rend coupable d'une infraction passible, après établissement de sa culpabilité, d'une peine d'emprisonnement de dix ans ou d'une amende de 200.000 FNH, ou des deux peines à la fois.

TITRE 13 - DES ARRETES, INFRACTIONS ET ABROGATIONS -

- ARTICLE 23. - 1) Le Ministre peut prendre tout arrêté d'application visant à une meilleure exécution des dispositions du présent Règlement.
- 2) Sans déroger au caractère général du paragraphe 1) ci-dessus, lesdits arrêtés d'application peuvent porter sur :
- a) tout ce qui peut être prescrit ;
 - b) les droits d'enregistrement des transactions au Bureau de l'enregistrement et des hypothèques ;
 - c) la procédure d'immatriculation aux registres du Bureau de l'enregistrement et des hypothèques ;
 - d) les formulaires à utiliser pour les demandes prévues

au présent Règlement ainsi que le paiement des droits correspondants ;

e) le moment et la manière d'effectuer les levés de terrain.

ARTICLE 24. -

- 1) Se rend coupable d'une infraction tout individu entravant le bon exercice des fonctions et attributions imparties à quiconque conformément aux dispositions du présent Règlement.
- 2) Se rend coupable d'une infraction tout aliénateur entravant volontairement des négociations menées conformément au présent Règlement.
- 3) Tout individu commettant une infraction au titre du présent Article ou enfreignant une disposition du présent Règlement se rend coupable d'une infraction passible, après établissement de sa culpabilité et en l'absence de toute autre peine prévue par la loi, d'une peine d'emprisonnement de trois ans ou d'une amende de 60.000 FNH, ou des deux peines à la fois.

ARTICLE 25. -

- 1) Sous réserve des dispositions de la Constitution et des paragraphes 2 et 3 ci-dessous, tout créancier hypothécaire et tout autre créancier nanti de terres peuvent continuer à exercer pleinement leurs droits à compter du jour de l'Indépendance.
- 2) Lorsqu'un aliénateur conclut un bail sur une terre avec des propriétaires coutumiers ou avec l'Etat conformément à l'Article 13 ou au paragraphe 1 de l'Article 3, tout contrat d'hypothèque relatif à la même terre et conclu par cet aliénateur avant ledit bail est réputé avoir été conclu au titre dudit bail et doit être interprété avec toutes les adaptations nécessaires.
- 3) Lorsqu'un aliénateur perçoit ou convient d'une indemnité au titre des améliorations apportées à des terres conformément à l'Article 13, ou au paragraphe 1 de l'Article 3, l'indemnité ou la promesse de paiement va, par priorité, au créancier hypothécaire avec qui l'aliénateur a conclu un contrat d'hypothèque avant de convenir d'un accord avec les propriétaires coutumiers.

ARTICLE 26. -

Les droits et obligations de tout preneur ou locataire qui subsistent au jour de l'Indépendance, restent exécutoires jusqu'à expiration du bail.

ARTICLE 27. -

Le présent Règlement abroge :

- a) le Règlement n°3 de 1930 relatif à la conservation de la propriété foncière aux Nouvelles-Hébrides ;
- b) le Règlement conjoint n°15 de 1971 tendant au contrôle des lotissements ;
- c) le "Land Trust Board Regulation", Queen's Regulation, n°14 de 1973.

OFFICES

TITRE 1 - DES FONCTIONS

Tout office créé en vertu du présent Règlement peut :

- a) gérer des terres, des plantations ou des propriétés résidentielles ;
- b) agir en qualité d'agent pour le compte de l'Etat ou de tout autre office ou personne ;
- c) s'occuper de la gestion de placements ;
- d) diriger toute entreprise commerciale ;
- e) participer à toute activité foncière, y compris la mise en valeur des terres à des fins résidentielles, industrielles ou commerciales ;
- f) exercer les activités de personnes travaillant dans les secteurs de l'agriculture, de l'élevage, de l'exploitation de scieries ainsi que de la plantation et du commerce en bois de construction ;
- g) exercer les activités d'entrepreneur ou d'ingénieur civil ;
- h) transformer les produits agricoles y compris le coprah, le cacab et le riz.

TITRE 2 - DES POUVOIRS -

Afin d'exercer ses fonctions, tout office créé en vertu du présent Règlement est investi des pouvoirs suivants :

- a) gérer, acheter et vendre tous biens meubles et immeubles, y compris les logements de ses employés ;
- b) prendre ou donner des terres à bail ;
- c) ester en justice tant comme défendeur que comme requérant ;
- d) promouvoir ou financer toute entreprise ;
- e) sous réserve de conditions spécifiques ou générales imposées par le Ministre, emprunter des fonds en émettant des obligations ou de toute autre manière, y compris sous forme d'avances bancaires ;
- f) prêter des fonds et garantir des emprunts ;
- g) mettre en place ou participer à la création d'un régime des retraites du personnel de l'office ou des personnes à sa charge ;
- h) mener des programmes de recherche ;
- i) prélever des droits ;
- j) employer toute personne, société ou office ;
- k) conclure tout accord, bail, cession ou transfert de terres pour le compte de l'Etat ou de tout propriétaire coutumier ; en outre,

.../...

toute clause stipulant dans un de ces actes que l'office agit pour le compte de l'Etat ou de propriétaires coutumiers, selon le cas, constitue une garantie suffisante pour l'autre partie prenante audit accord, bail, cession ou transfert ;

- l) placer sur un compte de dépôt bancaire les fonds n'étant pas immédiatement nécessaires à l'exercice de ses fonctions et effectuer tout autre placement autorisé par le Ministre ;
- m) faire usage de tout autre pouvoir résultant des dispositions mentionnées ci-dessus ou s'avérant nécessaire au bon exercice de ses fonctions.

NEW HEBRIDES CONDOMINIUM

JOINT REGULATION

No. 31 of 1981

TO PUT INTO EFFECT the Resolution of the Representative Assembly No. 29 of 1980, passed the 25th day of JULY 19 80 to make interim provision for the implementation of Chapter 12 of the Constitution.

~~MADE by the Resident Commissioners under the provisions of Article 2(2) of the Anglo-French Protocol of 1914 and Article 28(3) of the Schedule to the Exchange of Notes made at London the 15th day of September 1977 between the Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland and the Government of the French Republic.~~

Scheduled Resolution put into effect.

1. The Resolution of the Representative Assembly No. 29 of 19 80, set forth in the Schedule, is hereby put into effect.

Short title and commencement.

2. This Joint Regulation may be cited as the Land Reform Regulation 19 80 and shall have effect from the day of Independence

ENACTED at Vila this

day of 31 July

19 80

Delegate Extraordinary for the French Republic in the New Hebrides,

Her Britannic Majesty's Resident Commissioner,

Publ. ...
de la ...
ND ...

J.J. ROBERT

A.C. STUART

Le Chancelier

J. PERES

LAND REFORM REGULATION

1980

Arrangement of Sections

PART 1 - INTERPRETATION

1. Interpretation.

PART 2 - ENCUMBRANCES

2. Encumbrances.

PART 3 - ALIENATED LAND

3. Entitlement of alienator to remain on land.
4. Referrals to Supreme Court on identity of alienator.
5. Applications to land court where identity of custom owners in dispute.

PART 4 - NEGOTIATIONS AND AGREEMENTS RELATING TO CUSTOM LAND

6. Certificate of Registered Negotiator.
7. Void Agreements.

PART 5 - MANAGEMENT OF LAND

8. Minister to have general management and control of certain land.

PART 6 - PUBLIC LAND

9. Vesting of State Land.
10. Use of Public Land by Custom Owners.
11. Notice by Minister of use of public land.
12. Declaration of Land as Public Land.
13. Right of alienator to remain in occupation of land.

PART 7 - LAND RECORDS OFFICE

14. Land Records Office.
15. Director of Land Records.
16. Provisional Custom Land Register and Surveys.

PART 8 - REGISTERED LEASES

17. Guarantee of Registered Lessee.

PART 9 - RIGHTS OF ENTRY

18. Right of entry of officials and valuers.

PART 10 - LAND CORPORATIONS

19. Establishment of Corporate Bodies by the Minister.

PART 11 - ROADS

20. Public Roads.

PART 12 - USE OF FORCE AND DAMAGE

21. Prohibition of use of force.
22. Prohibition of damage or destruction of improvements.

PART 13 - ORDERS, OFFENCES, REPEALS

23. Orders.
24. Offences
25. Saving and transfer of mortgages
26. Saving of rights of lessees and tenants.

27. Repeals

SCHEDULE

Part 1 - Functions

Part 2 - Powers

NEW HEBRIDES
REPRESENTATIVE ASSEMBLY

RESOLUTION No. 29 OF 1980

To make interim provision for the implementation of Chapter 12 of the Constitution.

The Representative Assembly at its sitting on the day of 1980 hereby resolves and decides in accordance with Article 23 of the Schedule to the Exchange of Notes of 15th September 1977 to adopt the following measures :-

PART 1 - INTERPRETATION

Interpretation.

1. In this Regulation unless the context otherwise requires :-

"alienator" means a legal or natural person or persons who immediately prior to the Day of Independence and whether or not their rights were registered in the Registry of Land Titles provided for in the Anglo/French Protocol of 1914 -

- (a) had freehold or perpetual ownership of land whether alone or jointly with another person or persons; or
- (b) had a right to a share in land by inheritance through will or operation of law where no formal transfer of that land had taken place; or
- (c) had a life interest in land; or
- (d) had a right to land or a share in land at the end of a life interest; or
- (e) had a beneficial interest in land;

Provided that :-

- (1) (i) where there is more than one alienator in respect of a piece of land they shall be included in the expression "the alienator" for the purposes of the provisions of this Regulation;
- (ii) one alienator may represent himself and the other alienator or alienators by agreement among them for the purposes of this Regulation;
- (iii) the Minister may appoint an alienator to represent his co-alienator or alienators for the purposes of this Regulation;
- (2) a person shall not be an alienator of land unless -
 - (i) there is a person in physical occupation of it being an alienator or a licensee, tenant or lessee of an alienator; or

.../2.

- (ii) the land and improvements thereon have in the opinion of the Minister been up to the Day of Independence maintained in reasonably good repair and condition; or
 - (iii) rates or taxes due in respect of the land are not in arrears for 6 months or more on the Day of Independence;
- (3) a person shall be an alienator within the meaning of this definition if the Minister is satisfied that he has been unable to satisfy any of the conditions in paragraph (2) because of the deliberate act or omission of another person or persons;
- (4) A person shall be an alienator within the meaning of this definition if he has been substituted for an alienator with the consent of the Minister in accordance with Section 8 (2) (a).
- "custom owners" means the person or persons who, in the absence of a dispute, the Minister is satisfied are the custom owners of land;
- "custom group" means a person or persons who claim custom ownership of disputed land;
- "disputed land" means land the ownership of which is claimed by more than one custom group;
- "encumbrance" includes a mortgage a lease, licence to use land for payment, a right of way or any customary or other rights over land not being rights of ownership of that land;
- "land" includes improvements thereon or affixed thereto and land under water including land extending to the sea side of any offshore reef but no further;
- "the Minister" means the Minister for the time being responsible for matters the subject of this Regulation or any Minister acting on his behalf;
- "state land" means all land in Vanuatu which on the 1st day of January 1980 was owned in freehold or perpetual ownership by the British Government, the French Government the Condominium or a Municipality.

PART 2 - ENCUMBRANCES

Encumbrances.

2. Subject to Section 25 land shall be held subject to encumbrances created before or after the coming into operation of this Regulation.

.../3.

PART 3 - ALIENATED LAND

Entitlement of alienator to remain on land.

3. Every alienator shall be entitled to remain on land occupied by him on the Day of Independence until such time as either he enters into a lease of the land or a part thereof with the custom owners of the land or receives payment for improvements to or on that land.

Referrals to Supreme Court on identity of alienator.

4. (1) In any case where there is doubt as to who is an alienator in respect of land or to what proportion of a valuation of improvements an alienator is entitled, the matter shall be referred to the Supreme Court for decision either by an alienator, the custom owners or the Minister.
- (2) ~~A decision of the Supreme Court under subsection (1) shall be final and not be subject of an appeal to the Court of Appeal.~~
- (3) The Chief Justice may make rules of procedure for the purposes of this Section.

Applications to land court where identity of custom owners in dispute.

5. (1) In any case where there is doubt as to who are the custom owners of land occupied by an alienator one of the custom groups who claim the land may apply to a court established in accordance with section 15 (c) of the Courts Regulation 1980 to decide on the ownership of the land.
- (2) Where no claim has been made to custom ownership of land or the custom groups who dispute ownership have not made an application to the Court in accordance with subsection (1) the Minister may make such application in respect of such land.
- (3) An appeal from a decision made by a court to which a matter is referred in accordance with subsection (1) shall be heard by a Lands Appeal Tribunal established in accordance with Section 11 (3) of the Courts Regulation 1980.

PART 4 - NEGOTIATIONS AND AGREEMENTS RELATING TO CUSTOM LAND

Certificate of Registered Negotiator.

6. (1) No alienator or other person may enter into negotiations with any custom owners concerning land unless he applies to the Minister and receives a certificate from the Minister that he is a registered negotiator.
- (2) A certificate issued in accordance with subsection (1) shall -
- (a) state the names of the applicant and of the custom owners;
 - (b) give brief details of the land in respect of which negotiations are registered; and
 - (c) state the object of the negotiations.

.../4.

- (3) If negotiations are completed without compliance with subsection (1) the Minister may refuse to approve the agreement between the Custom owners and the unregistered negotiator and if he is an alienator may declare the land unsettled land.

Void Agreements. 7.

All agreements between persons who are not indigenous citizens and custom owners relating to land shall be void and unenforceable in law unless they have been -

- (a) approved by the Minister; and
- (b) registered in the Land Records Office established under Section 17.

PART 5 - MANAGEMENT OF LAND

Minister to have general management and control of certain land.

8. (1) The Minister shall have general management and control over all land -
- (a) occupied by alienators where either there is no approved agreement in accordance with Section 3 and 9 or the ownership is disputed; or
 - (b) not occupied by an alienator but where ownership is disputed.
- (2) Where the Minister manages and controls land in accordance with subsection (1) he shall have power to -
- (a) consent to a substitution of one alienator for another;
 - (b) conduct transactions in respect of the land including the granting of leases in the interests of and on behalf of the custom owners;
 - (c) take all necessary measures to conserve and protect the land on behalf of the custom owners.

PART 6 - PUBLIC LAND

Vesting of State Land.

9. (1) On the Day of Independence all state land shall vest in the Government and be public land and be held by it for the benefit of the Republic and Section 11 shall apply to such of that land as is not included in an order under subsection (2) of this Section as if a notice had been given by the Minister six months before the Day of Independence.
- (2) The Minister, on the advice of the Council of Ministers, may by Order declare that any land described in the Order ceases to be public land.
- (3) In accordance with Article 79 of the Constitution the Minister may, on the advice of the Council of Ministers, by order vest any public land in indigenous citizens or communities referred to

in the Order for such payment by them and on such terms and conditions as may be referred to in the Order.

- (4) When an Order is made under subsection (3) it shall provide for payment of compensation to the custom owners by the Government and the amount of such compensation shall be set out in the order.

Use of Public
Land by Custom
Owners.

10. Until such time as the Government may require to use undeveloped public land for development or other public purposes the land may be used by the custom owners for any purpose except that the consent of the Minister shall be required for :-

- (a) the construction of any building;
(b) the planting of any crops not requiring annual replanting; or
(c) any other improvements of a permanent nature.

Notice by
Minister of
use of public
land.

11. (1) The Minister shall give the custom owners not less than six months notice of the intention of the Government to use public land described in the notice for development or public purposes.
- (2) The Government shall agree compensation with the custom owners for the use of the land and loss of any improvements thereon which depending on the nature of the intended use of the land may be in the form of -
- (a) a lump sum payment which may be paid; in instalments over not more than 30 years;
(b) the transfer to them of other public land;
(c) the provision of free services at specially agreed rates by the Government, public utilities or municipalities;
(d) shares in a company established by the Government alone or with other persons for developing the land;
(e) an agreed share of net income received by the Government from the land.
- (3) In addition to the compensation referred to in subsection (2) the Government may give the custom owners such minority representation on bodies that may manage the land as shall be agreed.
- (4) If the Government and the custom owners fail to reach an agreement under subsection (2) either party may refer the matter to the Land Appeals Tribunal for settlement. The decision of the Tribunal shall be final.

.../6.

- (5) The Government may at any time pay a sum to custom owners in commutation of the custom owners share of income under subsection (2) (e).
12. Declaration of Land as Public Land. The Minister may at any time on the advice of the Council of Ministers and after consultation with the custom owners declare any land to be Public Land.
13. Right of alienator to remain in occupation of land. Every alienator occupying public land shall have a right to remain in occupation of that land from the time it becomes public land until he enters into a lease of the land or a part thereof with the Government or he receives payment for improvements to or on the land.

PART 7 - LAND RECORDS OFFICE

14. Land Records Office. (1) There is established a register of lands, land titles and transactions to be known as the Land Records Office.
- (2) The Land Records Office shall contain a register of alienated land and record changes of alienators, and custom owners, and contain such other registers and records as the Minister may prescribe.
- (3) The form of the registers in the Land Records Office shall be proscribed by the Minister.
- (4) All leases, transfers of leases and other transactions with regard to leases shall be recorded in the Land Records Office.
- (5) The Registry of Land Titles maintained in accordance with the Anglo/French Protocol of 1914 and Joint Regulation No.3 of 1930 prior to the Day of Independence shall form the basis of the Alienated Land Register and the entries therein shall be considered the first entries in the Alienated Land Register.
- (6) The Director of Land Records shall have power to amend bona fide errors in Registers in the Land Records Office and shall make such other changes as the Supreme Court may direct.
15. Director of Land Records. (1) There shall be a Director of Land Records who shall be a public officer and responsible to the Minister for the proper functioning of the Land Records Office.
- (2) The Director of Land Records shall maintain the Registers referred to in Section 14 and register all leases and other transactions that shall require to be registered under any order made by the Minister under Section 23.

.../7.

Provisional
Custom Land
Register and
Surveys.

16. (1) There shall be a Provisional Custom Land Register in the Land Records Office in which the Director of Land Records shall enter upon application by Custom Groups such information as is available to provisionally establish their ownership of the land described in the register.
- (2) The Director of Land Records shall not register disputed land in the Provisional Custom Land Register but may register the land and details of claimants and claims to it in a Register of Disputed Land.
- (3) The Minister may provide in consultation with the chiefs for such surveys of land and boundaries of land for the purposes of establishing the boundaries thereof as he shall consider necessary.

PART 8 - REGISTERED LEASES

Guarantee of
Registered
Lessee.

17. (1) When a lease is registered in a register in the Land Records Office the registration of that lease shall be evidence of the validity of the lease and the details thereof.
- (2) If a person registered as a lessee is proved in a court not to be the lessee and such person was not registered as a lessee through fault or fraud on his part he will be entitled to receive compensation from the Government for any loss suffered by him as a result of the finding of the Court.

PART 9 - RIGHTS OF ENTRY

Right of
entry of
officials
and valuers.

18. Persons bearing the written authority of the Minister shall have a right to enter upon any land occupied by an alienator in order to carry out the functions vested in the Minister by Section 8.

PART 10 - LAND CORPORATIONS

Establishment
of corporate
bodies by the
Minister.

19. (1) The Minister may by order establish corporate bodies for the better carrying into effect of the purposes of this Regulation.
- (2) A corporate body established in accordance with subsection (1) may have such of the functions and powers referred to in the Schedule as may be set out in the order establishing it or an order amending the order.
- (3) Subject to subsection (4), the Minister may delegate any of his duties or functions under this Regulation to a corporate body established under this section.

../8

- (4) The Minister may not delegate his powers to consent to transactions between custom owners and other persons.

PART 11 - ROADS

- Public Roads. 20. (1) Public Roads in existence or under construction on the Day of Independence shall vest on that day in the Government on behalf of the people.
- (2) No person other than the Minister may close a public road or take a toll from persons using a public road.

PART 12 - USE OF FORCE AND DAMAGE

- Prohibition of use of force. 21. (1) ~~No custom owners or members of a custom group whether or not such persons believe they own such land shall enter on land by force or attempt to eject any persons occupying that land by force.~~
- (2) No alienator shall use force against custom owners peaceably entering the land occupied by him.
- (3) Any person who contravenes this section shall be liable on conviction to imprisonment for 10 years or a fine of FNH 200,000 or both such imprisonment or fine.

- Prohibition of damage or destruction of improvements. 22. (1) No person whether an alienator or custom owner and whether or not ^{he} believes himself to be the owner of the improvement shall wilfully damage or destroy any improvement on land without the consent in writing of the Minister.
- (2) A person who contravenes subsection (1) shall be liable on conviction to imprisonment for 10 years or a fine of FNH 200,000 or both such imprisonment and fine.

PART 13 - ORDERS, OFFENCES, REPEALS

- Orders. 23. (1) For the better carrying into effect of this Regulation the Minister may make Orders not inconsistent with this Regulation.
- (2) Without derogating from the generality of subsection (1) the Minister in such orders may provide -
- (a) for anything that may be prescribed;
 - (b) for fees payable on registering transactions in the Land Records Office;
 - (c) for the manner of applying to make entries in registers in the Lands Records Office;
 - (d) for the forms to be used for applications under this Regulation and the fees payable on such applications.
 - (e) for the occasions when and the manner of carrying out surveys of land.

.../9

- Offences. 24. (1) Any person who obstructs any person in carrying out his duties or functions under this Regulation commits an offence.
- (2) Any person who commits an offence under this Section or contravenes any provision of this Regulation shall where no other penalty is provided be liable on conviction to a term of imprisonment of 3 years or a fine of FNH 60,000 or both such imprisonment or fine.

Saving and transfer of Mortgages.

25. (1) ~~Subject to the Constitution~~ and subsections (2) and (3) the rights of mortgagees and other persons who have lent money with land given as security for repayment of the money lent by them shall continue in full force and effect from the Day of Independence.
- (2) When an alienator enters into a lease of land with the custom owners or Government in accordance with Section 3 (1) or 13 any mortgage entered into by him at any time prior to the lease in respect of that land shall be deemed to have been made in respect of that lease and shall be construed with such adaptations as shall be necessary.
- (3) When an alienator receives any payment or enters into an agreement to receive any payment for improvements to or on land in accordance with sections 3 (1) or 13 the payment or agreement shall be charged in order of priority with payment of the amounts due under any mortgages entered into by him at any time prior to the payment or the agreement.

Saving of rights of lessees and tenants.

26. The rights and obligations of lessees and tenants subsisting on the Day of Independence shall remain in full force and effect for the full term of their tenancies and leases.

Repeals.

27. The following are hereby repealed :-
- (a) The New Hebrides Land Registration Regulation No 3 of 1930;
 - (b) The Joint Control of Land Sub-Division Regulation No 15 of 1971;
 - (c) The Land Trust Board Regulation QR No 14 of 1973.

../10

SCHEDULE

(Section 22)

CORPORATE BODIES

PART 1 - - FUNCTIONS

A corporate body formed under this Regulation may :-

- (a) manage land, plantations or residential properties;
- (b) act as an agent for the Government or any other body or person;
- (c) carry on business as an investment manager;
- (d) manage any kind of business enterprise;
- (e) engage in any business relating to land including its development, for residential, industrial or commercial purposes;
- (f) undertake the business of farmers, ranchers, cultivators of timber, sawmillers and timber merchants;
- (g) undertake the business of builders or civil engineers;
- (h) process any crops grown on land including copra, cocoa and rice.

PART 2 - - POWERS

A corporate body formed under this Regulation shall have power for the purpose of carrying out its functions to :-

- (a) hold, buy and sell real or personal property including houses for employees of the corporate body;
- (b) lease land to or from any person;
- (c) sue and be sued in its corporate name;
- (d) promote or finance any undertaking;
- (e) subject to such specific or general conditions as the Minister may make borrow money by the issue of Debentures or in any other manner including overdraft;
- (f) lend money and guarantee loans;
- (g) establish or participate in any pension schemes for the benefit of its employees and their dependents;
- (h) carry out programmes of research;
- (i) charge fees;
- (j) employ any persons, firms or bodies;
- (k) enter into agreements, leases conveyances or transfer of land on behalf of the Government or any custom owners and a recital in any such agreement, lease, conveyance or transfer that the corporation is acting on behalf of the Government or custom owners as the case may be shall be sufficient to indemnify any other party to such agreement, lease conveyance or transfer;

.../11

- (l) invest funds not immediately required for the purposes of its functions in bank deposits and such other investments as may be authorised by the Minister;
- (m) such other powers as may be incidental to the above mentioned powers or necessary to enable the corporate body to carry out its functions.